MEDIAPART

FRANCE ENQUÊTE

Opération intox : l'encyclopédie Wikipédia a été visée

Déjà accusée d'avoir mené une opération sans précédent de manipulation de l'information sur divers blogs, la société française Avisa Partners est désormais soupçonnée d'en avoir fait autant avec Wikipédia, pour le compte de grands patrons du CAC 40, comme Bernard Arnault, ou de puissances étrangères autocratiques.

Fabrice Arfi et Antton Rouget
21 juillet 2022 à 13h04

C'est l'histoire d'une possible contamination générale. La société d'intelligence économique Avisa Partners, prestataire de dictatures étrangères et de grandes entreprises du CAC 40, déjà accusée d'avoir manipulé l'information dans des espaces participatifs de médias français et étrangers, comme Mediapart l'a rapporté fin juin , est aussi soupçonnée d'avoir réussi à infiltrer l'encyclopédie collaborative Wikipédia, consultée par 4 millions de visiteurs par jour en France. Le but : modifier des pages pour faire la promotion déguisée de ses clients ou le dénigrement intéressé de concurrents.

Des documents et témoignages recueillis par Mediapart, recoupés par des recherches internes à la communauté Wikipédia (voir en « *Boîte noire* »), permettent aujourd'hui de poursuivre le dévoilement de pratiques liées à Avisa, qui se revendique proche de grandes institutions publiques françaises, comme le ministère des armées ou la gendarmerie nationale, même si l'entreprise suscite la plus grande méfiance des services de renseignement français depuis des années.

© Illustration Justine Vernier / Mediapart

Selon plusieurs éléments obtenus, Avisa Partners a vendu des prestations de modification de pages pour le compte de grandes entreprises françaises comme le groupe LVMH, La Banque postale ou EDF. Dans ce dernier cas, la mission consistait par exemple à « *contenir l'activisme antinucléaire* » sur Wikipédia. Avisa a aussi été missionnée par le géant de la pharmacie et de l'agrochimie Bayer, qui a racheté Monsanto en 2018, dans le but, là encore, de « *contenir l'activisme anti-OGM* » dans les articles de l'encyclopédie en ligne.

La société d'intelligence économique, qui a attiré dans ses rangs des pontes de la diplomatie et du renseignement français, a aussi travaillé pour améliorer l'image, toujours sur Wikipédia, de la compagnie russe Rusal, premier producteur mondial d'aluminium, ou encore du président du Congo, Denis Sassou-Nguesso, de la présidence Déby au Tchad et de l'ex-président hongrois János Áder, un proche du premier ministre Viktor Orbán.

Interrogée par Mediapart, Avisa Partners n'a pas répondu à nos questions précises sur les prestations offertes à ces clients. En revanche, l'entreprise française affirme dans un texte *(à retrouver en intégralité en « Annexes »)* qu'elle travaille sur Wikipédia de manière « *transparente* » et « *dans le respect des principes de la communauté* ». Elle précise aussi que l'ensemble des interventions qu'elle réalise dans ce cadre « *permettent d'obtenir pour [ses] clients des modifications allant toujours dans le sens*

d'une amélioration de la qualité encyclopédique de la page, et donc de l'information des internautes : rectification d'erreurs, modération de certains contenus non objectifs, ajout d'informations manquantes ».

Une stratégie finement rodée

L'encyclopédie Wikipédia, dont le fonctionnement collaboratif est basé sur la transparence et la confiance entre les contributeurs qui alimentent ses articles, proscrit les contenus promotionnels. Les participations rémunérées sont pour leur part autorisées, à la condition expresse qu'elles soient déclarées comme telles, ce qui donne lieu à la publication d'un avertissement pour le public. Mais la stratégie mise au jour a permis de contourner cet obstacle en infiltrant les rangs de cette communauté avec des contributeurs prétendument bénévoles et indépendants, mais qui travaillent en réalité dans l'intérêt de clients d'Avisa.

L'entreprise a ainsi attiré, ces derniers mois, l'attention de plusieurs bénévoles impliqué·es dans le fonctionnement de Wikipédia et engagé·es le cadre d'un projet « anti-pub », qui vise justement à débusquer les agences qui avancent masquées. Ces soupçons ont été renforcés par la publication par *Le Monde*, le 12 juillet, dans le cadre des « Uber Files », d'informations précises sur les activités d'une utilisatrice régulière de Wikipédia ayant permis à l'agence Istrat (l'ancêtre d'Avisa, ayant les mêmes dirigeants) de modifier des pages pour défendre l'entreprise américaine.

D'après *Le Monde*, Istrat s'était notamment vantée auprès d'Uber d'avoir pu procéder sur la page de l'entreprise à l'*« ajout d'un historique chronologique afin de diluer les informations négatives avec des données positives ou neutres »*.

« En réaction à cet article, la communauté de bénévoles a parcouru tous les articles [relatifs à cette thématique — ndlr] *pour analyser les sources mais aussi repérer les pseudos utilisés par tous les auteurs et autrices d'Istrat »*, explique à Mediapart Capucine-Marin Dubroca-Voisin, qui préside Wikimédia France . Conséquence de ce nettoyage rapide : *« des informations ont été enlevées, et les comptes qui ont été compromis ont été bloqués »*.

À la suite de cette publication, des administrateurs ont aussi ouvert un débat sur la possibilité de bannir de Wikipédia l'entreprise Avisa Partners, en tant que personne morale. Cette procédure rarissime, si elle parvenait à son terme, empêcherait l'agence d'intervenir dans l'encyclopédie, même dans le cadre de prestations officiellement déclarées et signalées. *« Cela pourrait avoir un effet dissuasif, les agences sachant désormais que des mauvaises pratiques peuvent leur retomber dessus »*, appuie Capucine-Marin Dubroca-Voisin.

> Le 18 mai 2022, un discret compte se lance dans une modification de la biographie de Bernard Arnault. L'enjeu : supprimer la référence à « l'éducation bourgeoise » du milliardaire.

Pour passer inaperçu au milieu des autres internautes, les avatars liés à Avisa ont multiplié les contributions (ajouts ou vérifications d'informations, participations aux discussions entre les bénévoles…) sur des sujets éloignés des activités de leur employeur : ici sur la biographie d'un acteur hollywoodien, là sur celle d'une star du foot.

Cette activité leur a permis de brouiller les pistes et de gagner du crédit au sein de la communauté. Personne ne peut alors s'imaginer que ces comptes travaillent en réalité pour une société d'influence numérique. Ce qui permet à ces faux-nez de retoucher, le jour venu, des contenus sensibles (des biographies de chefs d'entreprise ou de chefs d'État par exemple), sans être soupçonnés par les autres membres de la communauté de le faire pour le compte d'intérêts privés qui paient cher de telles interventions.

Ces profils utilisent parfois des VPN, outil permettant de rediriger le trafic Internet pour masquer l'adresse IP d'un utilisateur, les localisant en Moldavie ou en Lituanie par exemple, quand bien même ils agissent depuis Paris.

Au service de Bernard Arnault

Notre enquête a notamment permis de repérer un contributeur important, dont l'activité suscite aujourd'hui le soupçon. Très actif depuis son inscription en février 2021, « Melv75 » a à ce jour procédé à 2 888 contributions sur des articles bien souvent anodins. En mai 2021, il complète ainsi les pages consacrées à l'église Saint-Roch de Montpellier, à la chanteuse Marie Modiano, fille de Patrick, ou encore au *Baiser de l'Hôtel de Ville*, célèbre photographie de Robert Doisneau. Autant de sujets qui ne sont pas liés à Avisa.

Mais en réalité, Melv75 s'appuie sur cette activité pour s'engager au même moment, sans susciter d'interrogations, dans une quinzaine de modifications d'une page beaucoup plus sensible : la biographie de Bernard Arnault, première fortune de France et patron du leader mondial du luxe, LVMH, qui se trouve être un client important d'Avisa.

Les liens entre LVMH et Avisa sont manifestement anciens. Selon des écoutes judiciaires réalisées en 2013, c'est en effet l'ancien chef des services secrets intérieurs sous la présidence Sarkozy, Bernard Squarcini, reconverti dans le privé, qui a mis en relation la société d'intelligence économique avec LVMH.

Une interception téléphonique en particulier, datée du 13 avril 2013, laisse apparaître que Bernard Squarcini avait même ambitionné *« de revoir la com' »* du groupe de luxe au service duquel il s'était mis, et d'en confier certains aspects au *« fils Dassier » :* comprendre Arnaud Dassier, l'un des cofondateurs d'Avisa avec Matthieu Creux. Squarcini parle d'Arnaud Dassier comme d'un homme à la tête d'*« un système de blogs pré-établis* [avec] *300 mecs éparpillés dans le monde »* pour servir la communication déguisée de ses clients.

La page Wikipédia du patron de LVMH, qui a été consultée près de 900 000 fois sur l'année 2021, représente, semble-t-il, un enjeu de communication majeur pour le milliardaire. *« La notice consacrée à Bernard Arnault sur Wikipédia est la principale source d'information en ligne le concernant : elle apparaît en première position pour une recherche sur Google ; elle sert de source au contenu affiché par Google dans la fiche biographique (qui s'affiche par défaut sur la première page) ; elle nourrit les articles et ouvrages consacrés à Bernard Arnault par la presse ou les analystes »*, rappelle Avisa dans un document interne consulté par Mediapart.

L'enjeu est d'autant plus stratégique que les *« informations de la page francophone servent de référence aux 40 autres versions linguistiques existantes »*, dont la version anglophone de la biographie de Bernard Arnault, qui a totalisé plus de 2 millions de visites en 2021.

Au même moment, « Melv75 » est mobilisé pour ripoliner la biographie du milliardaire, en insistant subtilement sur des éléments positifs et en atténuant les épisodes les plus gênants de son parcours.

Premier objectif : le 6 mai 2021, le contributeur complète la section de la page consacrée à *Merci Patron !*, le film de François Ruffin qui tourne en dérision les méthodes de LVMH et qui a fait du député insoumis une des bêtes noires de Bernard Arnault, au point d'être espionné par Bernard Squarcini et ses hommes. « Melv75 » ajoute quelques phrases pour mettre en évidence, dans le rendu final de la page Wikipédia, la défense du patron du groupe de luxe, qui voit dans le film *« des attaques venues d'"observateurs d'extrême gauche" et soutient, mettant en avant des créations d'emplois, que le groupe est un "contre-exemple" pour des organisations politiques qui cherchent à le critiquer »*.

Une autre modification intervient le même jour, toujours sous la plume de « Melv75 » : dans la partie portant sur l'affaire Boussac, où est raconté le démantèlement de ce groupe textile par Bernard Arnault, le contributeur supprime un petit bout de phrase expliquant que le patron de LVMH n'a pas tenu les *« engagements »* de préservation de l'emploi qu'il avait pris au moment du rachat de l'entreprise.

Des sources factices

Quelques jours plus tard, le 18 mai, le compte se lance dans une autre modification : dans la section sur les « *origines* » de Bernard Arnault, qui apparaît tout en haut de la biographie et est donc très consultée par les internautes, il supprime cette fois la référence à « *l'éducation bourgeoise* » reçue par le milliardaire français de la part de ses parents. L'information, qui n'a pourtant rien d'erroné, l'enfance de Bernard Arnault dans une famille bourgeoise d'industriels du Nord ayant déjà été racontée de nombreuses fois, est ensuite rétablie par un autre contributeur, mais « Melv75 » insistera, le 9 janvier 2022, pour que le mot « bourgeois » disparaisse, jusqu'à ce jour.

« Melv75 » intervient aussi sur la partie consacrée à la domiciliation en Belgique des actifs de Bernard Arnault, un autre sujet sensible ayant terni l'image de capitaine de l'industrie française que souhaite se donner le patron de LVMH. Le rédacteur complète la page Wikipédia avec des phrases qui font état des protestations de Bernard Arnault dans ce dossier.

Le 15 janvier 2022, « Melv75 » mentionne cette fois dans la biographie le fait que le milliardaire « *n'a jamais été poursuivi par la justice ou le fisc français dans cette affaire* [de domiciliation en Belgique — *ndlr*] ».

Pour prouver que cette affirmation se fonde sur une source précise — condition *sine qua non* pour que la modification soit admise par les autres membres de Wikipédia —, le contributeur renvoie vers le lien d'un sombre article, miraculeusement paru deux jours plus tôt, sur un site inconnu du grand public, Drapeau Rouge. L'article en question porte sur une nouvelle convention fiscale signée entre la France et la Belgique deux mois plus tôt, mais évoque au détour d'une phrase sans intérêt le fait que Bernard Arnault n'a « *jamais été poursuivi par la justice ou le fisc français* ». Voilà qui suffit à « Melv75 » pour justifier sa modification auprès des autres contributeurs, qui ignorent que Drapeau Rouge travaille aussi pour la diffusion de contenus… d'Avisa.

Sollicité par Mediapart, le responsable de Drapeau Rouge n'a pas répondu à nos questions.

Finalement, l'opération de « Melv75 » aura permis de procéder discrètement à 15 modifications sur la biographie de Bernard Arnault, et une autre sur la page de la Fondation Louis-Vuitton, jouant de subtilité pour ne pas être repéré.

« *Nous avons suivi au maximum les formulations attendues tout en respectant les critères de l'encyclopédie et la balance bénéfice/risque* », explique au terme de sa mission Avisa Partners à LVMH, dans un document consulté par Mediapart. « *Grâce à cette approche*, se félicite-t-elle, *le dispositif déployé a permis des interventions*

acceptées par la communauté et donc "solides". » En revanche, annonce l'agence à son prestigieux client, deux demandes de modifications sur la page « *représentaient une prise de risque trop importante* », qui auraient permis à d'autres contributeurs d'identifier une manipulation. Elles donneront donc lieu à « *des tentatives dès que le contexte le permettra* ».

Sollicité par Mediapart, le groupe LVMH n'a pas donné suite à nos questions.

Amis bien traités, ennemis discrédités

La stratégie d'infiltration de Wikipédia ne repose pas que sur « Melv75 ». D'autres comptes ont été déployés, avec des profils variés pour êtres rendus difficilement repérables. Les preuves sont souvent difficiles à réunir, d'autant que les bénévoles qui traquent les agences ne jouent pas à armes égales, relève auprès de Mediapart une contributrice engagée dans le projet anti-pub. Cette dernière évalue à « *entre 30 minutes et trois quarts d'heure* » le temps nécessaire à la vérification d'un article. « *Il s'agit ici de temps bénévole, alors qu'en face, les comptes d'agence sont sur du temps salarié* », relève-t-elle.

C'est ainsi que « Rapatoast », autre contributeur suspect, a pu jusqu'à ce jour échapper à tout contrôle interne. Inscrit en novembre 2021, ce compte a notamment effectué de nombreuses modifications sur la page Wikipédia de Philippe Heim, président du directoire de La Banque postale, directeur général adjoint du Groupe La Poste. Les modifications portent notamment sur la suppression d'une information sur les conditions du départ de M. Heim dans ses précédentes fonctions à la Société générale . D'autres interventions sont parfois anodines, mais « Rapatoast » ne dit à aucun moment qu'il travaille pour une agence, en l'occurrence Avisa Partners.

Sollicité, le groupe La Poste confirme à Mediapart qu'Avisa Partners a procédé à l'« *intégration d'informations nouvelles et factuelles* » sur la page de Philippe Heim dans le cadre d'un « *contrat de veille sur les réseaux sociaux entre novembre 2021 et fin juin 2022* » passé par La Banque postale.

Matthieu Creux et Arnaud Dassier dirigent Avisa Partners. © Illustration Justine Vernier / Mediapart

Le doute demeure en revanche sur l'activité d'autres comptes. Exemple avec le mystérieux « Ithaque Odysseus ». En raison de son comportement douteux signalé par d'autres membres de Wikipédia, ce contributeur avait été menacé de suspension en mars 2022. Mais il s'est défendu ardemment au sein de la communauté. Oui, il « *contribue majoritairement via un partage de connexion* », mais c'est seulement parce qu'il « *habite dans une région avec un réseau Internet de piètre qualité* », a-t-il expliqué au sujet de ses adresses de connexion, en protestant vivement : « *Wikipédia n'étant pas une pâle copie des procès soviétiques, j'ai bon espoir qu'une décision inique et unilatérale ne s'appliquera pas à mon compte.* » Finalement, faute d'éléments probants, « Ithaque Odysseus » n'a pas été sanctionné.

L'analyse de son activité sur Wikipédia renforce pourtant les interrogations initiales à son sujet. En 2020 et 2021, ce contributeur a notamment enrichi la biographie de Philippe Wahl, le PDG de La Poste, également président de conseil de surveillance de La Banque postale, qui a justement fait appel aux services d'Avisa.

Mais ces modifications n'entreraient, cette fois, pas dans le cadre de cette relation commerciale. « *Nous n'avons jamais demandé d'intervention ni de prestation à Avisa Partners concernant Philippe Wahl d'une quelconque manière* », indique le groupe La Poste dans sa réponse à Mediapart.

Parmi les interventions d'« Ithaque Odysseus », ce dernier a par exemple cru bon d'indiquer, le 26 mars 2021, que le passage sur une polémique ayant éclaté, en 2013, au sujet de la rémunération de Philippe Wahl — qui atteignait alors 736 490 euros et était très au-delà du plafond légal de 450 000 euros institué pour les entreprises publiques — n'était pas assez sourcé. Alors même qu'un renvoi vers une enquête de Mediapart, qui avait révélé l'affaire, figurait justement en lien sur la page Wikipédia. Deux semaines plus tard, une contributrice vigilante a ainsi corrigé le tir, en rappelant à son comparse que la source figurait bien « *dans la note de bas de page à la phrase suivante* » et que son intervention était donc malvenue.

Interrogé sur ce cas précis, Avisa Partners n'a pas répondu. La Poste maintient qu'il « *ne s'agit pas d'une demande* » de sa part : « *Nous ne savons rien de ce compte.* »

Début 2022, « Ithaque Odysseus » a un autre sujet de prédilection : la présidente de la région Île-de-France Valérie Pécresse, alors lancée dans la course à la présidentielle. Les liens entre l'un des cofondateurs d'Avisa Partners, Matthieu Creux, et Valérie Pécresse sont connus, le premier ayant débuté sa carrière politique au cabinet de la seconde, lorsqu'elle était ministre de l'enseignement supérieur (2007-2011).

Sur la page de Valérie Pécresse, « Ithaque Odysseus » intervient, à plusieurs reprises, pour atténuer des polémiques qui collent à la peau de la candidate des Républicains (LR). Le 18 février, en pleine campagne, il essaie (sans y parvenir, un autre membre s'opposant à cette intervention) de supprimer une partie de la biographie de la candidate portant sur des révélations du *Canard enchaîné* et de *Marianne* concernant sa position, avec son mari, dans la vente d'Alstom à General Electric.

Même après le premier tour de la présidentielle, « Ithaque Odysseus » dénonce le traitement de la page de Valérie Pécresse, « *qui ressemble à une boule puante de campagne* » et cherche à arrondir les angles. « *Un peu de nuance dans une section complètement à charge* », réclame-t-il ainsi, le 18 avril 2022. Cette fois, il change le titre de la partie portant sur le « *recrutement de faux militants* » par Valérie Pécresse lors d'un meeting à Brive en 2019, une affaire révélée par Mediapart un an plus tôt, pour désormais évoquer un *« soupçon de recours à de faux militants »* .

Également questionné sur ses relations avec l'équipe de Valérie Pécresse, Avisa Partners n'a pas répondu sur ce point.

Le cabinet de la présidente de la région Île-de-France nous a pour sa part indiqué que « *ni Valérie Pécresse ni son entourage n'ont fait appel à Avisa Partners pour une quelconque prestation pendant la campagne de l'élection présidentielle* ». « *Ni d'ailleurs dans les autres campagnes, nous n'avons jamais été leur clients* », ajoute-t-on à la région, en précisant que la page Wikipédia de Mme Pécresse, « *comme toutes les pages*

politiques, est depuis des années et à chaque campagne un terrain de jeu pour des militants de tout bord, en soutien ou en opposition ». « *Tous les changements, y compris ceux que vous mentionnez, ne sont pas à notre initiative* », conclut ainsi le cabinet.

Des profils mobilisés contre la création d'une page sur Avisa

Le principal concurrent d'Avisa sur le marché de l'intelligence économique français, l'ADIT, une société codétenue par des investisseurs privés mais aussi par l'Agence des participations de l'État (APE) et la Banque publique d'investissement (BPI), a connu d'étranges mésaventures sur sa page Wikipédia. À tel point que l'ADIT a déposé une plainte pénale, début mai, pour divers délits, dont « fourniture de fausses informations », « faux et usage de faux » et « association de malfaiteurs ». Le parquet de Paris indique que la plainte est en cours d'analyse.

Selon l'enquête de Mediapart, un contributeur inscrit depuis un mois, mais déjà très actif dans la communauté Wikipédia, agissant sous le pseudonyme « Tocrahc », a ajouté le 19 avril 2022 sur l'article dédié à l'ADIT une section « Controverses » visant à mettre en lumière les polémiques dont aurait fait l'objet l'entreprise. « Tocrahc » y mentionne notamment le fait que cette entreprise aurait participé à la diffusion de faux articles de presse pour le compte du producteur de tabac Philipp Morris International. Or, l'information provient d'un billet du *Club* de Mediapart (aujourd'hui supprimé) qui a été rédigé par un compte là encore rattaché à… Avisa Partners.

« *L'ADIT nourrit de sérieux soupçons, même si la plainte est déposée contre X dans l'attente des investigations policières et judiciaires, sur les personnes qui ont manipulé sa page Wikipédia de manière malveillante, et ceux qui ont introduit des informations erronées sur cette page Wikipédia. Il s'agit d'un cas grave de manipulation de l'information* », réagit l'avocat de l'ADIT, Me Olivier Baratelli.

« *J'ai une confiance absolue dans la justice française qui va déterminer, de manière certaine, qui sont les auteurs de ces manifestations d'hostilité à l'égard de l'ADIT, étant précisé que ces manipulations ont nécessairement pour but de porter atteinte à la première société française d'intelligence économique, et d'essayer d'entamer sa réputation. Les faits me paraissent d'autant plus graves et ahurissants qu'ils visent une entreprise dans laquelle l'État français a conservé une action de contrôle, depuis sa privatisation, et que l'entreprise est habilitée au titre du secret par l'État français* »,
poursuit l'avocat.

Avisa Partners n'a pas répondu non plus sur les activités précises de ce contributeur.

Fait intéressant : « Tocrahc », si actif sur la page Wikipédia de l'ADIT, a aussi effectué de nombreuses modifications sur la page liée au Tchad, un autre client important

d'Avisa, bien que l'entreprise française l'ait contesté auprès de Mediapart. Les contributions paraissent ici équilibrées, « Tocrahc » abordant les questions liées à la pauvreté ou aux droits de l'homme, mais certaines formulations peuvent apparaître flatteuses pour le pouvoir en place. Comme lorsqu'il évoque la corruption qui *« reste forte au Tchad »* et ce *« malgré de nombreux programmes de lutte contre les marchés illicites, le blanchiment d'argent et la captation de la valeur publique par des tiers »*. Idem pour *« l'indépendance des médias »*, qui *« n'est pas assurée »* dans le pays. Mais, précise le contributeur Wikipédia, *« les autorités justifient ce manquement par des problèmes de sécurité »*.

Une semaine après son arrivée dans la communauté Wikipédia, « Tocrahc » intervient aussi, le 20 mars, dans des échanges préliminaires à la création de la page d'Avisa Partners. Le contributeur souhaite notamment supprimer des éléments sur les liens (pourtant avérés) entre Arnaud Dassier, cofondateur de la société, et la campagne d'Éric Zemmour.

A contrario, en mai, après la réélection d'Emmanuel Macron, il complétera cette fois les biographies de deux personnalités proches du pouvoir — la ministre Olivia Grégoire et l'ancien conseiller élyséen Sylvain Fort — pour valoriser leur expérience chez Avisa Partners.

Le 26 mars, au moment où des contributeurs suggèrent de publier la page d'Avisa Partners — avec donc les éléments de contexte sur Arnaud Dassier et la campagne Zemmour — « Tocrahc » fait part de ses réticences. *« Pourquoi nous dépêcher ? Gardons cette page en mémoire, et regardons dans quelques mois »*, tente-t-il de temporiser. L'argument ne porte pas, et la page est publiée. Mais un second débat en vue de son éventuelle suppression intervient en juin.

Cette fois, c'est « Melv75 », le compte qui avait modifié la biographie de Bernard Arnault, qui entre dans la mêlée, le 23 juin, dans l'objectif d'obtenir la suppression de la page. La publication, quatre jours plus tard, de la première enquête de Mediapart sur les pratiques d'Avisa poussent de nombreux contributeurs à plaider pour la conservation de la page. Sentant le vent tourner, « Melv 75 » change alors immédiatement d'avis, dans l'espoir, sans doute, de ne pas être repéré.

Fabrice Arfi et **Antton Rouget**

Si vous avez des informations à nous communiquer, vous pouvez nous contacter à l'adresse enquete@mediapart.fr. Si vous souhaitez adresser des documents en passant par une plateforme hautement sécurisée, vous pouvez passer par SecureDrop de Mediapart, la marche à suivre est explicitée dans cette page.

Boîte noire

Comme pour notre première enquête sur Avisa Partners, nous avons conduit nos recherches avec les journalistes du Club de Mediapart, l'espace participatif du journal, dont le billet explicatif est à retrouver ici.

Après avoir recueilli des documents et témoignages révélant des prestations pouvant être offertes par Avisa Partners pour des modifications d'articles sur Wikipédia, nous avons sollicité les compétences d'un contributeur bénévole de Wikipédia, Jules*, qui est notamment impliqué dans le projet anti-pub de l'encyclopédie collaborative.

Voir plus

Directeur de la publication : Edwy Plenel

Direction éditoriale : Stéphane Alliès et Carine Fouteau

Le journal MEDIAPART est édité par la Société Editrice de Mediapart (SAS).

Durée de la société : quatre-vingt-dix-neuf ans à compter du 24 octobre 2007.

Capital social : 24 864,88€.

RCS Paris 500 631 932.

Numéro de CPPAP : 1224Y90071

N° ISSN : 2100-0735

Conseil d'administration : Fabrice Arfi, Jean-René Boisdron, Carine Fouteau, Edwy Plenel, Sébastien Sassolas, James Sicard, Marie-Hélène Smiéjan.

Actionnaires directs et indirects : Société pour l'Indépendance de Mediapart, Fonds pour une Presse Libre, Association pour le droit de savoir

Rédaction et administration : 127 avenue Ledru-Rollin, 75011 Paris

Courriel : contact@mediapart.fr

Téléphone : + 33 (0) 1 44 68 99 08

Propriétaire, éditeur, imprimeur : Société Editrice de Mediapart

Abonnement : pour toute information, question ou conseil, le service abonnés de Mediapart peut être contacté par courriel à l’adresse : serviceabonnement@mediapart.fr ou par courrier à l'adresse : Service abonnés Mediapart, 11 place Charles de Gaulle 86000 Poitiers. Vous pouvez également adresser vos courriers à Société Editrice de Mediapart, 127 avenue Ledru-Rollin, 75011 Paris.